Soins psychiatriques sans consentement : une enquête auprès des juges des libertés et de la détention

M. Horn, J. Frasca, A. Amad, G. Vaiva, P. Thomas, T. Fovet

► To cite this version:

M. Horn, J. Frasca, A. Amad, G. Vaiva, P. Thomas, et al.. Soins psychiatriques sans consentement : une enquête auprès des juges des libertés et de la détention. *L'Encéphale*, 2019, 45, pp.522 - 524. 10.1016/j.encep.2018.05.006 . hal-03488416

HAL Id: hal-03488416

<https://hal.science/hal-03488416>

Submitted on 21 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial| 4.0 International License

Soins sans consentement en psychiatrie : une enquête auprès des juges des libertés et de la détention

Involuntary hospitalization: a survey of liberty and custody judges

Mathilde HORN^{1,2,*}, Juliette FRASCA¹, Ali AMAD^{1,2}, Guillaume VAIVA^{1,2},
Pierre THOMAS^{1,2}, Thomas FOVET^{1,2}.

1 - CHU Lille, Pôle de Psychiatrie, 2 rue André Verhaeghe, F-59000 Lille, France

2- Univ. Lille, CNRS UMR 9193, Laboratoire de Sciences Cognitives et Sciences Affectives (SCALab-PsyCHIC), 1 Place de Verdun, F-59000 Lille, France

* Corresponding author : Mathilde HORN

CHU Lille, Pôle de Psychiatrie, 2 rue André Verhaeghe, F-59000 Lille, France

E-mail adress: horn.mathilde@gmail.com

CONFLIT D'INTERET : Aucun

Soins psychiatriques sans consentement : une enquête auprès des Juges des Libertés et de la Détention

Involuntary hospitalization: a survey of liberty and custody judges

Résumé

Depuis la promulgation de la loi du 5 juillet 2011, la mission d'assurer la protection des droits des personnes hospitalisées en psychiatrie sans leur consentement et d'éviter les prises en charge abusives a été confiée au juge des libertés et de la détention. Actuellement, près d'une saisine sur dix aboutit à une mainlevée par le juge des libertés et de la détention, en dépit de la nécessité de soins estimée par les psychiatres. Afin d'améliorer notre compréhension des missions du juge des libertés et de la détention, et des fondements sur lesquels sont basées ses décisions, nous avons réalisé une enquête qualitative auprès des juges des libertés et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Lille reposant sur un questionnaire semi-structuré. Les résultats mettent en évidence l'importance d'un respect très précis des procédures afin d'éviter les levées de soins sans consentement immédiates, ainsi que la nécessité d'une description clinique précise et justifiant la procédure de soins psychiatriques sans consentement engagée dans les certificats médicaux. L'intervention du juge des libertés et de la détention auprès des patients souffrant de troubles psychiatriques peut être un signe que la société les considère comme des citoyens, respectés en leurs droits. Toutefois, cette nouvelle mission nécessite un apprentissage progressif, basé sur des échanges réciproques avec les médecins et les soignants.

MOTS-CLÉS : Soins psychiatriques sans consentement, Juge des Liberté et de la Détention, Médico-légal, Hospitalisation

Abstract

The procedure of involuntary hospitalization in France has been recently modified by the law of 5 July 2011. Since that time a liberty and custody judge has been appointed to guarantee the rights of psychiatric inpatients and to prevent abusive hospitalizations. Currently, for one involuntary hospitalization in ten a release is decided by the liberty and custody judge

although psychiatrists consider that psychiatric care is necessary. In order to improve our understanding of the role of liberty and custody judges, and how they make their decisions, we conducted a qualitative survey of liberty and custody judges in the *Tribunal de Grande Instance* of Lille. Three judges were questioned, based on a semi-structured interview. Judges' responses have highlighted the need for psychiatrists to strictly respect the legal procedures and to accurately describe the clinical signs and symptoms that justify the procedure of involuntary hospitalization in the medical certificates. The intervention of liberty and custody judges for patients with psychiatric disorders represents a breakthrough for patients' rights in France, reflecting that they are considered as citizens, with the same rights as others. Nonetheless, this new mission needs a progressive learning, based on mutual exchanges with doctors and caregivers.

KEYWORDS: Involuntary hospitalization, liberty and custody judge, Forensic, Hospitalization

Soins sans consentement en psychiatrie : l'intervention du Juge des Libertés et de la Détention

Les soins psychiatriques dispensés sans le consentement de la personne sont régis, en France, par des lois ayant progressivement évolué depuis 1838 jusqu'à la loi actuelle du 5 juillet 2011 relative aux « droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge », modifiée le 27 septembre 2013. Cette dernière s'inscrit dans une volonté générale de préservation des libertés ou tout au moins de minimisation de l'atteinte qui peut y être portée [1]. La loi du 5 juillet 2011 introduit ainsi une innovation importante en confiant au juge des libertés et de la détention la mission d'assurer la protection des droits des personnes hospitalisées en psychiatrie sans leur consentement et d'éviter les prises en charge abusives.

Initialement, la loi de 2011 prévoit l'intervention du juge des libertés et de la détention pour toute hospitalisation complète, avant l'expiration d'un délai de 15 jours après la décision d'admission en soins psychiatriques dispensés sans le consentement, puis après 6 mois d'hospitalisation continue. La loi de 2013 réduit ce délai à 12 jours [2]. Le juge des libertés et

de la détention saisi contrôle ainsi la présence d'une éventuelle irrégularité dans la mesure mise en place et le cas échéant vérifie si celle-ci a pour effet de porter atteinte aux droits de la personne concernée [3]. Le contrôle est effectué sur la compétence de l'autorité à prendre la mesure, la régularité de la procédure (auteurs des certificats médicaux, respect des délais, respect du contradictoire et la notification des droits) et la motivation des décisions d'admission (caractère précis et circonstanciés des certificats médicaux) [3]. Le juge des libertés et de la détention peut alors ordonner trois types de mesure : (1) le maintien de l'hospitalisation complète, (2) la mainlevée avec prise d'effet différée dans un délai maximal de 24 heures afin qu'un programme de soins puisse être établi ou (3) la mainlevée immédiate de l'hospitalisation complète.

En pratique, le juge des libertés et de la détention procède en premier lieu à une évaluation de la forme, c'est-à-dire la régularité de la procédure. En second lieu, et seulement si la procédure est considérée comme régulière, l'examen porte sur le fond, c'est-à-dire la motivation des certificats médicaux. Les décisions ordonnées par le juge des libertés et de la détention ne sont pas sans conséquences sur l'organisation des soins, et plus généralement sur la prise en charge des patients présentant des troubles psychiatriques. Une étude récente s'est intéressée aux motifs retenus par les juges des libertés et de la détention lors des décisions de mainlevées, et a pu mettre en évidence des motifs de mainlevées variés [4]. Nous nous sommes ici interrogés sur le point de vue des juges des libertés et de la détention quant à leur rôle et aux motivations de leurs décisions.

Enquête auprès des Juges des libertés et de la détention

Dans ce contexte, nous avons réalisé une enquête qualitative auprès de tous les juges des libertés et de la détention concernés par les soins psychiatriques dispensés sans le consentement du Tribunal de Grande Instance de Lille, reposant sur un questionnaire semi-structuré de 14 questions portant sur leur formation et leur pratique usuelle. Les réponses de trois des quatre juges des libertés et de la détention sollicités ont pu être recueillies ; nous proposons ici d'en résumer les principales réponses. Ces réponses ont été exploitées après information et accord des juges des libertés et de la détention .

[Parcours professionnel et formation en psychiatrie.](#)

Les trois juges des libertés et de la détention interrogés exercent cette activité depuis moins de 2 ans, tous rapportent un niveau de formation spécialisée en psychiatrie limité. Celle-ci repose sur la dispensation de modules de cours de psychiatrie dans le cadre de la formation générale à l'École Nationale de la Magistrature. L'un d'entre eux a bénéficié d'une semaine de formation complémentaire.

[L'intervention du juge des libertés et de la détention dans les soins psychiatriques dispensés sans le consentement.](#)

L'ensemble des juges des libertés et de la détention interrogés estiment que l'intervention des juges des libertés et de la détention pour toute hospitalisation en soins psychiatriques dispensés sans le consentement est une réelle avancée, considérant que la Constitution française fait du juge le garant des libertés individuelles. Ils rappellent que dans ce domaine comme dans les autres, le juge vérifie le respect de la règle de droit. Ainsi lorsqu'une personne est privée de sa liberté, l'intervention du juge des libertés et de la détention pour en vérifier la régularité et le bien-fondé constitue un progrès.

[La place du juge des libertés et de la détention dans les soins psychiatriques dispensés sans le consentement.](#)

Les juges des libertés et de la détention interrogés s'accordent sur le fait qu'il n'est pas de leur ressort d'évaluer la pertinence du diagnostic médical, ni la motivation des certificats médicaux, qui relèvent de la seule responsabilité du médecin psychiatre signataire. Ils s'attachent donc à apprécier la qualité de la description des troubles et leur pertinence à caractériser la nécessité d'une privation de liberté, ainsi que le cadre juridique choisi pour la mettre en œuvre ou la maintenir. À titre d'exemple, est examinée la caractérisation du risque d'atteinte à l'intégrité physique du patient dans le cadre d'une procédure de soins psychiatriques dispensés sans le consentement à la demande d'un tiers en procédure d'urgence. Il est par ailleurs à noter que le juge des libertés et de la détention, agissant en matière civile, ne se saisit jamais d'office de moyens non soulevés par la défense, dans le contexte actuel par le patient représenté par son avocat.

Si ce respect de la distinction entre le rôle du juge des libertés et de la détention et celui du psychiatre apparaît évident, l'un des juges des libertés et de la détention interrogé précise qu'en cas de procédure régulière, la description clinique est particulièrement importante et que les questions posées à l'audience permettent en outre de vérifier le contenu de ces certificats, sur certains points.

Organisation des mainlevées.

Le délai de 24 heures peut être appliqué dans tous les cas de mainlevée sur des raisons de fond. Les juges des libertés et de la détention l'accordent systématiquement pour établir un programme de soins. En revanche, lorsque la mainlevée est motivée par une irrégularité de procédure, la levée des soins psychiatriques dispensés sans le consentement est immédiate et sans délai.

Synthèse et perspectives

L'ensemble des réponses apportées dans cette enquête permettent d'analyser le point de vue des juges des libertés et de la détention sur leurs pratiques en ce qui concerne les audiences relatives aux soins psychiatriques dispensés sans le consentement et ainsi, de dégager des grands axes d'amélioration des pratiques pour les psychiatres.

Concernant les questions de forme, nous avons pu mettre en évidence l'importance d'un respect très précis des procédures. En effet, il apparaît des réponses des juges des libertés et de la détention que dans le contexte de mainlevées pour vices de procédure, le délai de 24 heures accordé pour la mise en place d'un programme de soins n'est pas appliqué, la levée des soins psychiatriques dispensés sans le consentement étant immédiate. Il est donc nécessaire et indispensable pour les psychiatres de se familiariser avec les textes de loi et leurs modalités d'application afin d'éviter des ruptures de prise en charge pour les patients. Toutefois, étant clairement établi que la durée de maladie non traitée impacte directement et négativement le pronostic de la maladie, il nous semble que le délai de 24 heures permettant d'organiser des soins ambulatoires devrait concerner tous les patients.

Concernant les questions de fond, celles-ci sont abordées dès lors que la procédure de soins psychiatriques dispensés sans le consentement a été jugée valide. L'attention est notamment portée au contenu des certificats médicaux, dans le but de vérifier que la privation de liberté est justifiée et adaptée à la situation clinique du patient. Il semble donc capital que les médecins rédacteurs des certificats médicaux s'astreignent à une description riche et détaillée de l'état clinique des patients. Les certificats médicaux doivent être circonstanciés et les signes cliniques justifiant la procédure de soins psychiatriques dispensés sans le consentement engagée choisie clairement détaillés. Les principaux motifs de mainlevée de mesures de soins psychiatriques dispensés sans le consentement ont été identifiés dans une étude portant sur

117 décisions judiciaires ayant ordonné une mainlevée de mesure de soins psychiatriques dispensés sans le consentement [4]. De plus, une aide à la rédaction de certificats médicaux dans le cadre des soins psychiatriques dispensés sans le consentement a été réalisée par l’HAS [5]. Néanmoins, le groupe de travail à l’origine de ces recommandations souligne la nécessité d’une réflexion transversale impliquant notamment les magistrats. Dans ce cadre, nous proposons de résumer, à partir des réponses des juges des libertés et de la détention, les points essentiels à vérifier dans le cadre de procédures de soins psychiatriques dispensés sans le consentement (**tableau 1**).

Enfin, il apparaît de cette enquête que certains points du contenu des certificats médicaux puissent être vérifiés par les juges des libertés et de la détention lors des audiences. Nous nous posons alors la question de la pertinence de comparer la description médicale d’un patient attestée par un spécialiste à l’évaluation de ce patient par le juge des libertés et de la détention lors d’une audience. Nous sommes également surpris de la nécessité pour les juges des libertés et de la détention de *vérifier* le contenu des certificats médicaux. Nous considérons dans ce contexte que l’amélioration de la formation des juges des libertés et de la détention en psychiatrie est primordiale, afin notamment d’illustrer auprès des magistrats la complexité de la sémiologie psychiatrique fondée sur un examen clinique rigoureux, qui pour être réalisé, nécessite plusieurs années de formation théorique et pratique.

Conclusion

Les juges des libertés et de la détention représentent une figure influente dans les procédures soins psychiatriques dispensés sans le consentement. Bien que mené sur un faible échantillon représenté par trois juges des libertés et de la détention issus d’un même Tribunal, ce travail a permis de mieux appréhender la place du juge des libertés et de la détention dans les mesures de soins psychiatriques dispensés sans le consentement. Il s’agit à notre connaissance du premier travail qualitatif réalisé en France s’interrogeant sur les pratiques des juges des libertés et de la détention dans le cadre des soins psychiatriques dispensés sans le consentement et il serait intéressant d’étendre les recherches au niveau national, afin de permettre des évaluations objectives et quantifiées de ces pratiques. Selon les données du ministère de la justice, il apparaît en effet que près d’une saisine sur dix aboutit à une mainlevée par le juge des libertés et de la détention, en dépit de la nécessité de soins estimée

par les psychiatres, avec des variations extrêmement importantes selon les zones géographiques de 0 à 38 % [6]. Il nous paraît donc indispensable qu'une évaluation des retentissements de ces mainlevées en termes de santé publique puisse être réalisée. L'intervention du juge des libertés et de la détention auprès des patients souffrant de troubles psychiatriques peut être un signe que la société ne les oublie pas et les considère comme des citoyens, respectés en leurs droits [1]. Toutefois, cette nouvelle mission nécessite un apprentissage progressif, basé sur des échanges réciproques avec les médecins et les soignants.

Conflits d'intérêts

Aucun

Remerciements

Nous tenons à remercier chaleureusement les Juges des Libertés et de la Détention qui ont pris le temps de répondre à nos questions.

Références

- [1] Rome I. Liberté individuelle et soins sans consentement. Le contrôle systématique du juge instauré par la loi du 5 juillet 2011. Individual liberties and care without consent. The systematic judge's control induced by the 5th of July 2011 act. Annales Médico-psychologiques, revue psychiatrique. 2012;170:703-5.
- [2] Décret n° 2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement. JORF n°0189 du 17 août 2014. page 13667 texte n° 5.
- [3] Legohérel D. Etude sur les soins psychiatriques sans consentement. Service de documentation, des études et du rapport de la cour de cassation. 2014
- [4] Godet T, Péchillon E, Biotteau-Lacoste M, et al. Soins psychiatriques sans consentement : étude des motifs de mainlevées de 117 mesures. Ann Méd Psychol 2016;175:679-84.
- [5] Haute Autorité de Santé. Aide à la rédaction des certificats et avis médicaux dans le cadre des soins psychiatriques sans consentement d'une personne majeure à l'issue de la période d'observation de 72 heures. Mars 2018.

[6] Coldefy M, Fernandes S. Les soins sans consentement en psychiatrie : bilan après quatre années de mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2011. Questions d'économie de la santé 2017;222:1-8.

TABLEAU

Tableau 1 : éléments essentiels à vérifier dans le cadre de procédures de soins psychiatriques dispensés sans le consentement, réalisé à partir des réponses des juges des libertés et de la détention.

Sur la forme : la procédure	Production des certificats dans les délais
	Auteur des certificats précisément identifiés (nom, prénom, numéro RPPS)
	Preuve de la recherche de tiers en cas de procédure en péril imminent
	Preuve écrite des notifications des droits au patient
	Examen somatique complet dans les 24h dont la réalisation doit être précisée dans les certificats
Sur le fond : la motivation	Description clinique détaillée et circonstanciée
	Cadre juridique de la mesure de SPSC choisie
	Motivation correspondant aux critères légaux de la procédure engagée